

CHERRIER Marcel

Claude Pennetier

Né le 3 novembre 1901 à Bourges (Cher), mort le 22 août 1985 à Bourges ; ouvrier aux Établissements militaires de Bourges ; syndicaliste et militant communiste du Cher, secrétaire du syndicat des EM ; résistant ; député du Cher (1946-1958).

Le père de Marcel Cherrier, [René Cherrier](#), était ouvrier à la pyrotechnie des Établissements militaires (EM) de Bourges. Militant syndicaliste et socialiste, il devint communiste dans les années 1920 et resta un lecteur assidu de *l'Humanité* jusqu'à son décès en 1935.

Après avoir obtenu son certificat d'études primaires, Marcel Cherrier fréquenta l'École primaire supérieure pendant deux ans mais ne put continuer pour des raisons financières. De 1915 à 1917, il fit son apprentissage à l'École professionnelle supérieure de Pyrotechnie. Devenu ouvrier ajusteur, il se syndiqua et fut aussitôt mêlé aux grandes grèves de mai 1918. Au contact des dirigeants syndicaux « minoritaires » et « pacifistes », il fit son apprentissage de l'action sociale. Pendant son service militaire, effectué à Strasbourg de 1921 à 1923, le jeune ouvrier des Établissements militaires continua à lire *La Vague*. C'est à son retour en novembre 1923 qu'il adhéra au Parti communiste sous l'influence de [Gaston Cornavin](#). Marcel Cherrier joua très vite un rôle actif dans la section de Bourges. Dès l'année suivante, il fut délégué au congrès national sous le pseudonyme d'Émilien. En janvier 1924, il dirigeait le groupe communiste des Justices (quartier de Bourges). Après la réorganisation sur la base de la cellule en octobre 1924, il fut secrétaire ou trésorier de la cellule numéro un des Établissements militaires. Il garda cette fonction avec quelques interruptions jusqu'en 1934. En 1925-1926, il apprit l'espéranto pour correspondre avec des ouvriers soviétiques. *L'Éclaireur rouge*, journal communiste des Établissements militaires de Bourges, se faisait l'écho de l'échange des lettres entre la cellule numéro un et l'usine Electrovacuum de Leningrad en 1930. Marcel Cherrier était membre de la commission de contrôle de la région communiste du Centre en 1926 et du bureau régional à partir de 1927. Depuis 1925, il assistait à toutes les réunions du bureau régional qui le chargea d'assurer des délégations à Vichy, Moulins, Montluçon (Allier), Châteauroux, Vatan, Dun-le-Poëlier, Issoudun (Indre), Nevers, La Charité (Nièvre). Il fut inscrit au Carnet B en 1928.

Au sein des cellules des EM, il s'opposa à [Auguste Virmot](#) et [Louis Buvat](#), favorables à « l'entrée en masse à la CGT » (réunion du 23 septembre 1931, Arch. Dép. Cher, 25 M 128). Avant les élections législatives de 1932, Marcel Cherrier déclara, lors d'une réunion de cellule le 14 octobre 1931, « que le Parti doit adopter une autre attitude que celle qu'il a observée jusqu'ici et qui consiste à maintenir le candidat communiste coûte que coûte. Il a donc proposé d'adresser aux sections socialistes de Bourges et de la région, une lettre qui serait rendue publique sur les conditions de désistement mutuel ». Au début des années trente, il est cité (plutôt positivement dans l'enquête menée par [Allard \(Cerreti\)](#) et [Léon Mauvais](#) et qui préfigure l'élimination d'[Alexandre Guillot] en 1933. Sont également cités dans le rapport le syndicaliste CGTU [Albert Keyser](#) et [Anglade](#), directeur de l'Imprimerie ouvrière.

Marcel Cherrier s'intéressait au mouvement coopératif et fut administrateur bénévole de « La Ruche Berryère ». D'autre part, il avait pris l'initiative de créer une université ouvrière à Bourges avec des camarades enseignants, mais ce ne fut pas un succès.

En 1935, il était secrétaire adjoint du syndicat CGTU de l'École centrale de pyrotechnie (partie des Établissements militaires de Bourges). Dès l'unification, il fut élu secrétaire général du syndicat CGT des Établissements militaires de Bourges (3 400 membres) et délégué de secteur de la Fédération nationale des Travailleurs de l'État. Il resta membre de la commission administrative de l'Union départementale CGT, de la fusion à 1939.

La préfecture l'avait inscrit au Carnet B en 1938. La police le décrivait ainsi : "Taille 1 m 58, cheveux châtain foncé, sourcils châtain foncé, moustache rasée, front vertical lage, yeux marrons, nez rectiligne, bouche moyenne, menton ovale, teint ordinaire, aspect plutôt chétif".

Relevé de son affectation spéciale en 1939, il fut envoyé aux armées et révoqué par la loi vichyste

du 17 juillet 1940. Sous l'Occupation, il était responsable clandestin de la fédération communiste du Cher. Il disparut de son domicile avec son fils en mai 1941. Sa femme quitta son domicile le 8 avril 1942, jour de l'arrestation de sa belle-soeur Solange Cherrier. La Gestapo recherchait Marcel Cherrier et arrêta sa femme, [Lucienne](#), pour activité de résistance ; cruellement torturée sans jamais parler, elle partit en déportation à Ravensbrück. Fin 1943, Cherrier devint responsable de la région R5 qui comprenait, outre le Cher, la Nièvre, le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire et le Loiret. Il fut vice-président, puis président du Comité clandestin de Libération du Cher.

À la Libération, il resta secrétaire général de la fédération communiste du Cher jusqu'en 1949, puis membre du bureau fédéral. Après la mort de [Gaston Cornavin](#) en 1945, il assura la direction de *l'Émancipateur* jusqu'à la disparition du journal en 1952. Il fut conseiller municipal de Bourges de septembre 1944 à 1959. Marcel Cherrier représenta le Cher à l'Assemblée nationale d'octobre 1945 à 1958. Candidat en deuxième position, derrière Henri Lozeray*, il fut élu aux deux assemblées constituantes en 1945 et 1946, puis aux élections législatives de novembre 1946 ; il fut tête de liste à celles de 1951 et 1956. Dans ces assemblées, il siégea dans les commissions des pensions, de la justice et de la défense nationale. Il fut juré à la Haute cour de justice en juillet 1946. Il s'intéressa particulièrement au sort des retraités du secteur public, aux anciens combattants et victimes de guerre. Il défendit les intérêts du Cher en proposant des mesures pour le canal du Berry et la rivière le Cher, pour le secours aux victimes de catastrophes naturelles et pour protéger l'emploi dans sa région. Il était l'auteur d'une série d'articles sur l'histoire du mouvement ouvrier dans le Cher parus de 1967 à 1971 dans *Dix-huit*. À l'occasion de son 80e anniversaire, la fédération communiste du Cher organisa une réception à la Maison de la culture de Bourges avec la participation de [Gaston Plissonnier](#). Son épouse, [Lucienne](#) ne s'était jamais remise de ses interrogatoires et de sa déportation ; alitée, gravement touchée nerveusement, elle sollicitait les soins constants de ce militant très populaire dans les milieux ouvriers du Cher.

ŒUVRE : Marcel Cherrier dirigea *l'Émancipateur* de 1945 à 1952. — « Histoire du mouvement populaire et ouvrier dans le Cher », articles parus hebdomadairement de 1967 à 1971 dans *Dix-huit*, hebdomadaire de la fédération communiste du Cher. — *Combattants de la Liberté. La résistance dans le Cher*, 1976.

SOURCES : Arch. Dép. Cher, 25 M 127, 128. — I.M.Th., bobine 304 (Arch. Dép. Seine-Saint-Denis). — Arch. Komintern, Moscou, RGASPI, 495 270 306 (autobiographie du 28 août 1937) ; RGASPI, Moscou, 495 270 4724/4. — *L'Émancipateur*. — *Dix-huit*, 9-15 novembre 1981. — Témoignage écrit et articles de l'intéressé. — Entretiens avec Marcel Cherrier. — *DPF, 1945-1958*, *op. cit.*

Photos



JPEG - 7.7 ko
150 x 187 pixels



Lucienne Cherrier
JPEG - 25.8 ko
316 x 403 pixels

Pour citer cet article :

<https://maitron.fr/spip.php?article19797>, notice CHERRIER Marcel par Claude Pennetier, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 14 avril 2016.

2007-2020 © Copyright Maitron/Éditions de l'Atelier - Tous droits réservés || Maitron - 9, rue Malher - 75004 Paris